

Lettre des Gabonais à François Hollande, Président élu de France

Etats-Unis d'Amérique, le 6 mai 2012

Monsieur le Président,

Au nom de la communauté gabonaise des Etats-Unis, mais aussi de tous les Gabonais plus que jamais épris de démocratie et de liberté, nous transmettons à vous-même et à toute la France notre message de félicitations pour une élection que les Gabonais ont suivie avec intérêt et passion et qui a permis à votre pays de se doter d'un nouveau président et, donc, de vous porter à sa tête pour cinq ans.

Nous, Gabonais, attendons maintenant de la France que les promesses faites à l'Afrique francophone par votre prédécesseur soient désormais tenues. M. Nicolas Sarkozy, au moment de son accession à la magistrature suprême de France en 2007, avait promis la rupture d'avec les rapports paternalistes et néocolonialistes qui avaient continué à soumettre l'Afrique et à en saper le potentiel. Pourtant, son quinquennat fut celui de la résurgence et de la pérennisation débridées des réseaux mafieux de la Françafrique, avec leurs lots d'ingérences, de corruption, de mensonges, de cruautés, de complicités, de dictatures et de misères. Pire, en pleine fin de mandat, alors qu'il recevait le 18 avril dernier M. Macky Sall, président du Sénégal, M. Sarkozy avait commis l'impensable en qualifiant l'élection frauduleuse d'Ali Bongo en 2009 comme une transition démocratique dont l'Afrique pouvait être fière. Pour nous Gabonais, cette affirmation était scandaleuse et inacceptable.

Comme votre prédécesseur, vous avez, M. Hollande, promis la rupture. Nous vous rappellerons sur ce point à vos déclarations du 25 avril dernier, déclarations par lesquelles vous affirmiez non seulement qu'« *une rupture est nécessaire par rapport à des pratiques qui ont desservi la France et l'Afrique et par rapport à des usages qui n'ont rien d'acceptable ni de légaux* », mais aussi que, « *sur les régimes eux-mêmes, les règles doivent être aussi celles de la démocratie et donc je n'accepterais pas des élections qui auraient été frauduleuses où que ce soit* ». C'est donc au mot, mais aussi à la pratique, que les Gabonais vous prendront, M. le Président.

Cependant, au vu justement de la langue de bois qui a caractérisé tous vos prédécesseurs de la 5^e République qui se sont tous, sur ce point, dédités et rétractés après des promesses similaires, il nous suffira, ici, de vous rappeler clairement ce que, nous, Gabonais, mais aussi Africains, attendons de la France.

Ce que les Africains ne souhaitent plus, c'est d'une France de l'ingérence, des mallettes d'argent et de soutiens aux dictateurs, celle-là même qui, depuis les indépendances, se refuse à se mettre du côté des peuples et des droits de l'homme, préférant s'associer non pas à des Etats, mais à des familles, non pas à des gouvernements légitimes élus par les peuples, mais à des dictateurs et régimes illégitimes s'imposant au pouvoir par la fraude, la force militaire et l'impunité, et ce avec le soutien de la France. Autrement dit, l'Afrique rejette la pratique du « dictateur choisi » par laquelle la France défait les dictateurs non adoubés par elle pour les remplacer par des dictateurs plus obéissants et mieux à même de servir ses intérêts, et ce au détriment des droits les plus élémentaires des peuples.

Les Africains ne demandent pas non plus à la France de venir en terre africaine les débarrasser de leurs dictateurs à leur place. Tel n'est pas, nous le comprenons très bien, le rôle de la France. Il appartient aux peuples d'Afrique eux-mêmes, comme le fit le peuple de France au 18^e siècle, de se soulever contre toutes les formes de dictature et, ainsi, de se choisir, en toute autonomie, en toute souveraineté et hors ingérence étrangère, des destinées démocratiques irréprochables au bout desquelles se profileraient les bienfaits d'un développement économique qui profitât à tous et non à une seule famille de kleptocrates arrimée au pouvoir de manière dynastique et indéracinable comme c'est le cas depuis 44 ans au Gabon avec les Bongo Ondimba.

Nous ne vous servirons donc pas ici une longue litanie sur le Gabon, Monsieur le Président. Nous savons que vous savez qu'Omar Bongo a dictatorialement dirigé le Gabon pendant 42 ans. Son fils, Ali Bongo, héritier sans partage du système légué par son père, dirige dictatorialement le Gabon depuis 2009 et s'apprête à imposer ce

règne de la honte pendant au moins une trentaine d'année encore. Le Gabon, à ce que nous sachions, n'a jamais été déclaré monarchie. Il est donc inadmissible et intolérable que des despotes s'y lèguent le pouvoir de père en fils avec le soutien et la bénédiction décomplexée de la France. Les Gabonais ne sont tout simplement pas prêts à tolérer le règne de la même famille pendant 70 ans ! En Tunisie, en Libye, en Egypte, mais aussi au Sénégal, des peuples africains dignes ont montré l'exemple. Les Gabonais suivront cet exemple et s'apprêtent à descendre démocratiquement dans les rues pour demander le départ sans condition des Bongo du pouvoir.

Le peuple gabonais est un peuple adulte et mature et, en tant que tel, il n'attend pas de François Hollande que François Hollande vienne enlever Ali Bongo du pouvoir à sa place. La lutte des Gabonais contre les Bongo est une affaire gabonaise. Il appartient aux Gabonais eux-mêmes de s'organiser pour se débarrasser de leur dictateur. Ce que les Gabonais attendent plutôt de la France est qu'elle se désengage en retirant les ressources et soutiens occultes qui ont permis aux Bongo père et fils et à leur système de se maintenir au pouvoir pendant 44 ans au mépris des valeurs démocratiques et d'Etat de droit. La France, demain, ne doit plus se faire complice de la meurtrissure du Gabon par son soutien à la dictature des Bongo. Elle ne doit plus se permettre de déclarer, comme récemment fait par Nicolas Sarkozy, que les élections du Gabon sont conformes aux normes démocratiques alors même que nous savons les Français incapables de tolérer, en leur propre terre, ce type de viols et de prise en otage de la souveraineté du peuple. Si la France ne peut, pour son propre peuple, s'accommoder d'un système comme celui qui est pratiqué au Gabon depuis 44 ans, elle se doit de se refuser à cautionner un tel système.

Au final, les Gabonais que nous sommes voient en votre élection, M. Hollande, l'opportunité de rapports nouveaux qui soient gagnant-gagnants et qui, sur la base d'une coopération nouvelle et équitable pour nos deux peuples, permettraient un décollage économique conséquent pour le Gabon et, donc, la satisfaction des besoins de développement économique de la nation gabonaise. Ceci est impossible tant que les Bongo seront au pouvoir et continueront à détourner les richesses du Gabon vers la satisfaction des lubies animalières d'une seule famille, d'un seul clan, et ce avec la complicité et le soutien de la France. Nous ne voyons tout simplement pas en quoi l'acquisition par les Bongo de voitures de collection ou de villas somptuaires à coups de centaines de millions d'euros serait de nature à profiter au peuple gabonais, et ce alors même qu'il manque au Gabon un seul hôpital digne de ce nom et que, dans notre pays, un enfant sur dix continue de mourir avant son premier anniversaire.

Au moment, donc, où vous commencez votre quinquennat, M. le Président, les Gabonais attendent la rupture. Par conséquent, c'est au mot mais aussi à la pratique que, d'une part, les Gabonais et, de l'autre, les Africains vous prendront. Il en ira de votre crédibilité.

Une chose est sûre : les Gabonais attendent de vous un signe fort dès le début de votre quinquennat. Ils attendent que vous commenciez votre quinquennat non seulement par l'isolement politique et économique des Bongo et du régime des Bongo au Gabon, mais aussi par le soutien sans faille au peuple gabonais au moment où il s'apprête à se soulever pour mettre fin à la dictature quadragénaire et arrogante des Bongo par le pouvoir démocratique et souverain de la rue.

Pour le peuple gabonais et pour la communauté politique gabonaise agissante des Etats-Unis,

Dr. Daniel Mengara

Président, « Bongo Doit Partir – Modwoam »

<http://www.bdpmodwoam.org>

M. André Bouassa

Représentant, « Union du Peuple Gabonais – Amérique du Nord »

M. Henri Omva

Coordonnateur Général, « Plate-Forme Citoyenne »

<http://www.plateformecitoyenne.org>